

WANG JISI

Président de l'Institut des études stratégiques et internationales de la Peking University à Pékin, professeur titulaire de la chaire Boya à la Peking University

Douglas Paal, Distinguished Fellow du Programme Asie de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, ancien directeur des affaires asiatiques et assistant spécial du président au sein du Conseil national de sécurité américain

Il est à présent temps de se tourner vers notre bon ami de Beijing – Wang Jisi.

Wang Jisi

Je suis rentré récemment à Beijing depuis l'Allemagne, où j'ai discuté avec des chercheurs et des représentants du gouvernement. Les Européens manifestent toujours beaucoup d'intérêt pour des échanges commerciaux et des investissements en Chine. Le chancelier Scholtz s'est rendu à Beijing le mois dernier et Charles Michel, le président du Conseil européen, était à Beijing début décembre. Ils seront probablement suivis par le président français Macron. En revanche, à Berlin, certains dirigeants économiques m'ont confié que leurs intérêts commerciaux en Chine se heurtaient à une opinion publique et à des médias de plus en plus hostiles envers ce pays. La première version du rapport de stratégie allemande pour la Chine a fuité dans la presse le mois dernier, et le ministre des Affaires étrangères allemand a dû faire face à des pressions politiques pour réécrire ce rapport dans une optique plus négative vis-à-vis de la Chine. Certains officiels m'ont confié que l'Allemagne va augmenter son budget militaire, se rapprocher des États-Unis en termes géostratégiques et tenter de renforcer l'OTAN. Les Européens partagent cette mauvaise opinion idéologique de la Chine, notamment sa conception des droits humains. D'un côté, l'Europe conservera son autonomie stratégique, en particulier dans ses aspects économiques et technologiques, face à la Chine. Le changement climatique serait une autre dimension où la Chine et l'Europe pourraient coopérer. D'un autre côté, en termes d'idéologie et de géopolitique, l'Union européenne et le Royaume-Uni vont se tourner vers les États-Unis.

Au moment où je vous parle, Xi a rejoint les dirigeants arabes au premier sommet Chine-États arabes et au sommet Chine-GCC. L'ambition est d'établir une plateforme biunivoque, « un-vers-plusieurs ».

Une action militaire massive, ou une prise de contrôle militaire de Taïwan est peu probable dans un futur proche. La référence à Taïwan lors du 20^{ème} Congrès du Parti a été plus modérée que ce que la plupart des observateurs avaient prévu. On a parlé d'unification pacifique et du principe « un pays deux systèmes ».



Les priorités de la Chine à l'heure actuelle sont doubles. Premièrement, le Covid. La politique Covid de Beijing a changé du tout au tout depuis la semaine dernière, et ses habitants, moi y compris, sont perplexes face aux régulations et aux signaux donnés par le gouvernement. Les cas d'infection s'envolent de façon alarmante dans mon quartier et dans toute la ville. Tant que nous n'aurons pas défini et déployé une solution à ce problème, nous ne serons pas prêts à nous occuper de Taïwan. Il est difficile d'imaginer les soldats de l'APL arriver à Taïwan en portant des masques. Deuxièmement, l'économie. La croissance économique est exceptionnellement basse cette année, et le chômage incroyablement élevé. C'est pourquoi je pense que Taïwan n'est pas en haut de l'agenda politique de Beijing.

Concernant le sommet Xi-Biden à présent. Nous autres en Chine sommes inquiets à double titre concernant Taïwan. En premier lieu, l'approche américaine envers Taïwan évolue : alors que jusqu'à récemment, Washington assurait Beijing de son soutien à la politique de la Chine unique, les Américains semblent aujourd'hui assurer Taipei d'une plus grande assistance pour défendre l'île. Nous observons un risque grandissant que Washington abandonne la politique de la Chine unique et reconnaisse l'indépendance de Taïwan. La visite de Nancy Pelosi à Taïwan a déclenché une crise politique et militaire majeure. Kevin McCarthy, le potentiel prochain président de la Chambre des représentants, a annoncé qu'il mènerait une grande délégation du Congrès à Taiwan début 2023. Si cela devait arriver, Beijing n'aurait alors pas d'autre choix que de répondre par des manœuvres militaires plus offensives, ce qui escaladerait vers un conflit incontrôlable. Le deuxième danger caché est la politique interne de Taïwan. Le parti d'opposition KMT a gagné plus de sièges à l'assemblée, mais même le KMT ne soutiendra pas une réunification avec le continent.

Douglas Paal

Merci beaucoup Jisi. Vous nous avez offert un tour d'horizon concis de la politique chinoise envers l'Europe, Taïwan, la politique étrangère en général, et la politique intérieure.